

RÉFUGIÉS MALIENS EN BANLIEUE PARISIENNE

A Montreuil, les rescapés de la guerre de Libye

Destinée à « protéger les civils », l'intervention de 2011 en Libye a forcé à l'exode nombre d'Africains qui y vivaient. Certains ont échoué à Montreuil, près de Paris, où les autorités refusent de les accueillir.

par **Pierre Benetti**, novembre 2013

Sur les rebords de fenêtre, des sacs remplis de vêtements et coincés contre la vitre tiennent tant bien que mal; des briques de soupe sont rangées sur un muret, de grands saladiers en plastique empilés sous un banc. Sur cette place de Montreuil (Seine-Saint-Denis), une centaine de personnes participent à une assemblée publique. Les regards sont inquiets et fatigués, les sourcils froncés. Cette nuit, ces hommes dormiront le long de l'école élémentaire Voltaire, au bout de la rue. De leur présence, il ne restera aucune trace le lendemain. Ils passeront la journée autour de la même petite place, qui se remplira de gamins à trottinette. Le soir, ils reviendront, à moins d'avoir trouvé entre-temps un toit de fortune, comme d'autres qui profitent d'un garage ou squattent un immeuble quelque part dans la ville.

Dans la foule, bonnet et blouson fermé jusqu'au col, seul Keita se montre bavard et enthousiaste. Serrant puis agitant le poing, il se dit originaire de Gao et de Tombouctou, clame qu'il est fort, qu'il s'est déjà battu et qu'il se battra encore. Sur le trottoir d'en face, d'autres groupes discutent et marchandent des DVD sans se mêler à la réunion. Un service d'ordre veille à ce que personne ne s'installe dans l'un des plus anciens foyers de travailleurs migrants en France, le foyer Bara, situé dans la rue du même nom : une ancienne usine de pianos reconvertie en 1969 et devenue un lieu d'accueil si célèbre chez les Maliens qu'il a reçu fin avril la visite de M. Modibo Sidibé, candidat à l'élection présidentielle. Mais les derniers arrivés peuvent, à la rigueur, y prendre une douche et y manger un repas pour 2 euros : prévu pour quatre cents personnes, le dortoir en héberge déjà huit cents.

« C'est une histoire où on marche sur la tête », selon Cristina, une habitante du quartier du Bas-Montreuil qui, depuis l'été 2012, voit apparaître au compte-gouttes des groupes de migrants maliens racontant avoir fui la Libye et venir d'Italie.

Pour la plupart âgés de moins de 30 ans, ils sont environ quatre-vingt-dix — leur nombre grossissant au gré des arrivées. « *Les gens comme nous étaient bien en Libye!*, s'exclame M. Mamadou Fofana, le plus âgé du groupe et son porte-parole. *Ils avaient du travail, ils envoyaient de l'argent à leur famille. On ne voulait pas quitter la Libye pour l'Europe, mais c'était trop dangereux pour nous après la fin de la guerre.* » « *On savait que si la France tuait Kadhafi, on serait tués aussi*, continue Keita. *Si vous ramenez Papa Kadhafi, je repars en Libye... Sinon, je reste ici!* », rigole-t-il avant de changer brusquement de ton. Il soulève le rebord de son bonnet et désigne une épaisse cicatrice au-dessus de son sourcil gauche : « *C'est la Libye, ça...* » Une trace des violences subies par les Noirs après la défaite de Mouammar Kadhafi.

« Il suffisait d'être noir pour être pris pour un kadhafiste »

Dans le contexte chaotique de l'après-guerre et de la militarisation accrue de la société (1), les travailleurs

étrangers ont rapidement rejoint le camp des vaincus d'un conflit auquel ils n'avaient pas forcément pris part. Chassés, emprisonnés ou tués, nombre d'entre eux ont fait les frais du pouvoir incontrôlé des milices, mais également du racisme ambiant et d'un désir de vengeance : l'ancien dictateur ayant enrôlé dans ses troupes des mercenaires touaregs et subsahariens, « *il suffisait d'être noir pour être pris pour un kadhafiste* », raconte M. Fofana.

Eux assurent ne pas avoir participé aux combats. Ce qui est certain, c'est que la guerre pour la liberté ne leur a pas été bénéfique. Membre de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Mme Geneviève Jacques a participé à deux missions d'enquête consacrées aux violences contre les travailleurs migrants de Libye (2). « *Pour les analystes des mouvements migratoires et les défenseurs des droits humains, la Libye est un trou noir* », déclare-t-elle. Elle rappelle le contexte propre à la Jamahiriya arabe libyenne — nom officiel du régime à partir de 1977. Il s'agissait d'un système autoritaire vieux de quarante-deux ans, fermé aux médias et dépourvu d'organisations de la société civile comme de bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ou de politique migratoire cohérente. La Libye est cependant aussi un Etat riche, fort de sa manne pétrolière et employant une importante main-d'œuvre étrangère, soudainement privée de travail par la guerre civile, puis par les frappes aériennes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Entre février et avril 2011, huit cent mille travailleurs immigrés ont quitté un pays où certains vivaient déjà illégalement, faisant craindre au ministre des affaires étrangères italien de l'époque un « *exode biblique* (3) ». Trois solutions s'offraient à eux : rejoindre l'un des camps du HCR en Egypte ou en Tunisie, bénéficier d'un rapatriement mis en place par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ou prendre la mer, cap sur l'Europe.

Ce contexte a été ignoré par les chantres de l'intervention armée. La résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) visait pourtant d'abord la protection des populations civiles de Libye. Apparemment, cette définition ne comprenait pas les étrangers de cette vieille terre de transit — passerelle entre l'Afrique et l'Europe, entre le Maghreb et le Machrek —, mais aussi d'immigration.

Mme Jacques dénonce surtout l'absence de réaction de la France à l'appel lancé en mars 2011 par le directeur du HCR, M. António Guterres, à des pays d'accueil potentiels pour ces réfugiés de guerre : « *C'est un scandale épouvantable, tempête-t-elle. Ceux qui ont pu être rapatriés l'ont été, mais les Etats qui avaient pris la tête de la coalition n'ont pas assumé leurs responsabilités. La France a accueilli un seul réfugié de Libye, et depuis la situation a empiré. Les accords migratoires avec l'Europe n'ont pas été modifiés, et la Libye se trouve dans une telle instabilité politique que le gouvernement est incapable de garantir les droits humains. Les migrants tombent toujours entre les mains des milices armées, qui ont hérité du contrôle des frontières.* »

Sous un échangeur autoroutier de Bagnolet, la station de métro Gallieni abrite la gare routière internationale de Paris, gérée par la compagnie de bus Eurolines. Sur un mur de la salle d'attente s'étale la carte de son réseau, qui couvre l'Europe entière; sur un autre, une grande affiche publicitaire de l'entreprise clame : « *Pas de frontières entre nous!* » Au guichet, les touristes sans le sou côtoient les migrants africains et asiatiques, alors qu'un écran annonce l'arrivée, le lendemain à l'aube, de deux autocars en provenance de Milan. Pour un tel trajet, il faut compter près de 80 euros. C'est par ici que les Maliens de Libye rejoignent Montreuil, où ceux de la « première vague », comme les appelle M. Fofana, ont débarqué durant l'été 2012.

Ceux-là avaient réussi à rester quelques jours au foyer Bara, jusqu'à ce qu'ils soient mis dehors par les autres locataires pour cause de nuisances sonores, et dispersés dans un centre d'hébergement à Bagnolet. Mais, de l'été jusqu'au mois de mars, le bouche-à-oreille a continué son œuvre, amenant à Montreuil des individus isolés, parfois mineurs, qui n'y connaissaient personne.

En décembre 2012, le quartier a vu apparaître une « seconde vague » de Maliens de Libye. Ceux-là étaient passés par l'Italie, à l'instar de Keita, qui pointe du doigt l'inscription sur son jogging : SSC, le club de football de Naples. Comme lui, en raison de la guerre en Libye puis dans le nord du Mali, Baba et Sidibé ne veulent pas repartir. Ils ont un permis de séjour de trois ans, mais ont été renvoyés vers la France par les autorités italiennes et par la crise économique de l'Europe du Sud; et, bien que leur visa soit valable dans la totalité de l'espace Schengen, il ne leur permet pas de travailler, ni donc de trouver un toit.

Tout en déballant un paquet de tracts fraîchement imprimés, M. Fofana montre sur son portable des images du campement pendant l'hiver : des couvertures et des vêtements entassés sur le sol. *«Imaginez quatre-vingt-dix personnes ici, soupirez-t-il. Heureusement, il y a des habitants qui nous aident. Beaucoup d'entre nous ont perdu l'espoir, et même la raison, depuis tout ce temps. C'est de plus en plus dur de leur expliquer la situation; beaucoup ne sont pas allés à l'école.»*

Les jeunes Maliens ont entamé leur série d'allers-retours entre la petite place et divers toits de fortune des environs. Chaque fois, le règne de la débrouille; chaque fois, des affaires perdues en chemin et le retour au point de départ. Pendant qu'ils parcouraient le Bas-Montreuil au rythme des installations et des expulsions, les températures ne montaient pas. *«Début avril, le plus important était de trouver un lieu sec et chaud»*, se rappelle Cristina. Quelques habitants ont alors ouvert des bureaux inoccupés sur l'avenue de la Résistance, qui ont fait l'affaire pour deux nuits. Puis les migrants ont passé le week-end de Pâques dans un gymnase, qu'ils ont dû libérer pour les activités des enfants.

Sur son portable, M. Fofana montre encore une vidéo. C'était le 6 mai, lorsque la police a mis fin à l'occupation d'un bâtiment désaffecté appartenant au conseil général, rue Rapatel. Enfin, le 17 mai, la mairie a appelé la préfecture : des parents d'élèves s'étaient plaints de devoir marcher sur des hommes pour accéder à l'école Voltaire. Le groupe a été escorté par des agents municipaux jusqu'au parc Jean-Moulin - Les Guilands, à la limite entre Montreuil et Bagnolet. *«Il pleuvait encore, raconte Cristina. On a essayé d'installer des bâches, mais c'était la panique. Allez trouver des bâches un vendredi soir à Montreuil! Ils sont restés seulement le temps de faire plaisir à la police... J'ai eu honte.»* Le même jour, d'autres agents ont soudé les portes d'un local situé sur la place, utilisé pour se protéger de la pluie et ranger quelques affaires. *«Depuis, on sait qu'ils ont trouvé quelque part où dormir, mais ils ne disent plus où ils sont : ils ont peur d'être mis dehors à nouveau. Ils ont compris que, pour dormir au chaud, il fallait se taire.»*

Lorsqu'elle vient chercher son fils à l'école, Cristina croise les jeunes Maliens et leur donne ce qu'elle peut. Des mots, du temps, un lit chez elle ou des bouteilles d'eau. *«C'est notre maman!», s'écrie M. Fofana. «Je pourrais être ta sœur...»*, répond-elle avec son accent italien et son sourire. L'hiver dernier, elle a fait partie des Montreuillois qui ont alerté plusieurs élus. L'hiver est passé, mais les Maliens de Libye n'ont pas vu le début d'une solution. Tous les acteurs publics se renvoient le dossier, alors que les centres du 115, la plate-forme téléphonique du SAMU social, sont saturés et que le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Christian Lambert, part à la retraite. La réponse de M. Claude Reznik, adjoint au maire chargé des populations migrantes, n'a pas varié depuis six mois : *«Nous voulons vous dire que, si Montreuil pouvait vous accueillir, nous le ferions. Mais il n'y a pas de place pour vous ici. C'est à l'Etat de prendre ses responsabilités.»*

La quête d'une vie meilleure en France n'aboutira pas

En plus de s'ajouter à la question des Roms de Montreuil (4), celle des Maliens de Libye intervient alors que gouvernement et mairie ont annoncé la démolition et la reconstruction du foyer Bara ; mais leur situation d'urgence n'a pas été évoquée lors de la visite de la ministre du logement Cécile Duflot en février. Et, tandis que l'animosité avec les autres Maliens de Montreuil ne fait que s'accroître, ils deviennent, à l'approche des élections de 2014, un nouveau sujet de polémique entre l'ancienne équipe municipale communiste et celle de la maire Dominique Voynet (Europe Ecologie - Les Verts). Une lettre adressée le 15 mars au préfet et signée par huit associations maliennes de Montreuil continue de mettre M. Fofana et les siens en colère. Les signataires y souscrivent à la ligne de la mairie : *«L'arrivée massive de compatriotes migrant vers la France suscite de graves tensions que ni les foyers ni la ville entière ne peuvent prendre en charge tant leur nombre est important»*, dit le courrier, transmis à l'ambassadeur du Mali et au ministre chargé des Maliens de l'extérieur à Bamako. *«Ça veut dire qu'eux aussi veulent que nous partions»*, déplore M. Fofana. De quoi ajouter de la rancœur à la détresse pour ces exclus de partout.

La situation a fait l'objet de trois conseils de quartier successifs. Il a été proposé d'investir temporairement des bâtiments inoccupés, mais aucune décision n'a été prise. Le 14 mai, M. Reznik a

évoqué le projet d'une aide au retour : une manière de reconnaître que la quête d'une vie meilleure n'aboutira pas en France, et encore moins au bout de la ligne 9 du métro parisien.

Car, sur le chemin de Tripoli à Montreuil, un projet en remplace un autre. A 44 ans, M. Fofana pense quitter la galère Europe. Retourner chez lui, à Séféto, une commune de la région de Kayes (ouest du Mali), mais cette fois dans la dignité et avec des garanties de revenus. Monter une association. Acheter des tracteurs, des moissonneuses, des semoirs, des charrues. Cultiver la terre, élever du bétail. Convaincre les jeunes de ne pas tenter leur chance ailleurs que chez eux, appeler les expatriés à revenir.

Bientôt, le bail du foyer de Bagnolet arrivera à échéance. Tout le monde le sait déjà : ceux qui s'y trouvent rejoindront les autres dans les rues de Montreuil. « *Vous avez un bon représentant, vous pouvez lui faire confiance* », lance à la foule M. Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de l'association Droit au logement, en tapant sur l'épaule de M. Fofana. « *Ce que je veux d'abord vous dire, c'est : "Bienvenue en France." Quand vous êtes arrivés, vous êtes arrivés dans une lutte* », poursuit un militant. Dans le vent, quelques faibles applaudissements retentissent sur la petite place. Tous les discours semblent avoir été répétés tant de fois aux laissés-pour-compte de Montreuil qu'ils ne les écoutent plus vraiment.

Pierre Benetti
Etudiant.

(1) Lire Patrick Haimzadeh, « [La Libye aux mains des milices](#) », *Le Monde diplomatique*, octobre 2012.

(2) Geneviève Jacques, Sara Prestianni et Messaoud Romdhani, « [Libye : en finir avec la traque des migrants \[http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/libye/Libye-en-finir-avec-la-traque-des-12251\]](http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/libye/Libye-en-finir-avec-la-traque-des-12251) », FIDH, Paris, octobre 2012.

(3) « [La droite italienne croit affronter un "exode biblique" \[http://www.humanite.fr/23_02_2011-la-droite-italienne-croit-affronter-un-%C2%AB%E2%80%89exode-biblique%E2%80%89%C2%BB-465763\]](http://www.humanite.fr/23_02_2011-la-droite-italienne-croit-affronter-un-%C2%AB%E2%80%89exode-biblique%E2%80%89%C2%BB-465763) », *L'Humanité*, Saint-Denis, 24 février 2011.

(4) Depuis l'incendie, fin avril, d'un campement situé rue de Paris, plusieurs dizaines de familles roms, originaires de Roumanie et de Bulgarie, sont elles aussi sans logement à Montreuil.

Ville

Conflit

Logement

Pauvreté

Migrations

Droits humains

Mali

Libye

France